

où l'armée autrichienne serait occupée au Sud, l'Allemagne prendrait des mesures militaires pour lui garantir la sécurité de sa frontière Nord (23 mars). M. Isvolski céda sur-le-champ. On a voulu expliquer cette capitulation brusque par une intervention personnelle de Guillaume II dans une dépêche au Tsar. On a dit que M. Isvolski aurait été menacé de la publication d'accords secrets de 1897 ou d'un procès-verbal constatant sa propre adhésion, à Buchlau, aux projets du baron d'Æhrenthal. Tout cela est douteux et n'est d'ailleurs qu'accessoire. M. Isvolski a cédé à la menace, enveloppée mais claire, de l'Allemagne, parce qu'il était résolu, — il l'avait dit à Paris le 7 octobre, — à ne pas faire la guerre pour la Bosnie et parce qu'il s'était engagé trop avant, sur un mauvais terrain, pour une cause qui ne pouvait être défendue que par les armes en proclamant la guerre sainte du Slavisme contre le Germanisme. La faute de M. Isvolski est moins d'avoir cédé, que de s'être trop engagé et d'avoir laissé passer des occasions de donner, à une affaire mal commencée, une solution moins onéreuse.

M. Isvolski ayant informé le Cabinet de Belgrade de sa résolution de reconnaître le fait accompli, celui-ci céda sans délai : il n'avait jamais, lui non plus, souhaité la guerre ; il reconnut sans conditions l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et s'engagea à n'y pas faire de propagande et à n'y pas causer de troubles. La France et l'Angleterre discutèrent quelques jours encore, eurent une dernière escarmouche, pour l'honneur, obtinrent même, pour la Serbie, une note plus conciliante, puis s'inclinèrent. L'article 25 du traité de Berlin fut déclaré abrogé. On ne tarda guère à tomber d'accord pour modifier l'article 29 et délivrer le Monténégro des restrictions apportées à sa pleine indépendance : ainsi se réalisaient les promesses faites, à Salzbourg et à Desio, à M. Tittoni (septembre 1908). Les puissances, en com-